



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - BD

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société T.R.P. de
respecter certaines prescriptions de son arrêté préfectoral
d'autorisation du 9 mai 1997 pour son établissement situé à
SECLIN.**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 1997 autorisant la société SELVA à créer un centre de valorisation de déchets de bois sur le territoire de la commune de SECLIN, et en particulier ses articles 2.8.3, 16.1, 19.3, 4.1.3, 5.1.3, 5.2, 8.1, 8.2 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 février 2017 portant délégation de signature à M. Olivier GINEZ, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le récépissé du 2 juin 2014 donnant acte de la reprise de l'exploitation du site SELVA à SECLIN, par la société T.R.P., à compter du 1^{er} août 2013 ;

Vu le contrôle réalisé sur le site de la société T.R.P. à SECLIN, le 24 février 2017, par l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport en date du 3 mars 2017 du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 mars 2017, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant qu'en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du code de l'environnement aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 24 février 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les prescriptions des articles 2.8.3, 16.1, 19.3, 4.1.3, 5.1.3, 5.2, 8.1, 8.2 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 1997 susvisé n'étaient pas respectées ;

Considérant qu'en dehors des heures de fonctionnement, le centre de valorisation des déchets de bois n'est pas placé sous alarme avec télésurveillance (article 2.8.3. de l'arrêté préfectoral du 9 mai 1997 susvisé) ;

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le contrat de gardiennage du site mais a confirmé un gardiennage de 20 heures à 1 heure uniquement (article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 1997 susvisé) ;

Considérant que les stockages de bois doivent respecter les dispositions suivantes :

- hauteur maximale à ne pas dépasser : 5 mètres,
- stockage de bois avant traitement : la distance minimale par rapport aux bâtiments : 10 mètres,
- stockage de plaquettes : la distance minimale par rapport aux bâtiments : 8 mètres (article 19.3 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 1997 susvisé) ;

Considérant que les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité (article 4.1.3 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 1997 susvisé) ;

Considérant que les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage et qu'un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur ; (article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 1997 susvisé) ;

Considérant que les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, eaux d'extinction y compris, doivent être confinées dans l'enceinte de l'établissement (article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 1997 susvisé) ;

Considérant que les eaux pluviales de toiture doivent se rejeter via un bassin tampon de 15 m³ dans le réseau d'assainissement de la rue de la République (article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 1997 susvisé) ;

Considérant que les eaux pluviales de ruissellement des aires d'évolution et des stockages extérieurs doivent être recueillies et traitées de façon à répondre aux normes définies avant rejet (article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 1997 susvisé) ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure

La société T.R.P. dont le siège social est situé rue de la sucrerie à SECLIN (59113), ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 9 mai 1997 susvisé :

- les articles 2.8.3, 16.1 et 19.3 dans un délai de 48 heures à compter de la notification du présent arrêté,
- les articles 4.1.3, 5.1.3, 5.2, 8.1, 8.2 dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanction

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Article 4 – Décision et notification

Le Secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de SECLIN,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SECLIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

FAIT à LILLE, le 18 AVR 2017

Le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint,



Olivier GINEZ

